

nelles, nous avons évité de parler de la TPS. Je voulais simplement que ce point soit très clair.

Le sénateur Lucier: Vous avez raison, sénateur. Je reconnais votre point et je comprends ce que vous dites. Je suis d'accord avec vous pour dire que les pages consacrées à l'économie traitent de cette question. Toutefois, je répète que la plupart des gens qui devront payer cette taxe ne lisent pas ces pages dans les journaux.

[Français]

Le sénateur Gigantès: Sénateur David, vous vous souvenez, j'espère, et si vous ne vous en souvenez pas, je vous demanderais de regarder le compte rendu, juste à ce point-ci, pour que vous voyez que dans ma réponse, j'ai dit: Moi, je crois que les Québécois sont assez habiles et qu'à mon avis, ils comprennent très bien ce qui se passe.

Je crois que la compréhension politique des Québécois est supérieure à la compréhension politique de plusieurs autres Canadiens. Ils se débrouillent pas mal du tout.

Le sénateur Simard: C'est pour ça qu'ils ont voté contre le Parti libéral en 1984-1988!

Le sénateur Gigantès: Est-ce qu'ils avaient raison de voter pour le Parti libéral quand M. Trudeau avait des grosses majorités? Non, non, répondez s'il vous plaît.

Le sénateur Simard: J'ai fait mes déclarations. Ce n'est pas une période de questions. Faites ce que vous voulez, moi j'irai à mon rythme.

Le sénateur Gigantès: Veuillez parler un peu plus distinctement; s'il vous plaît! C'est une torture de tâcher de vous comprendre.

Le sénateur Simard: Vous n'avez pas besoin de me comprendre, en autant que c'est consigné aux débats.

Le sénateur Gigantès: Mais si, j'ai besoin de vous comprendre. Je suis assoiffé de curiosité. Je veux m'instruire. Je m'attends toujours à ce qu'une perle de connaissances... Je voudrais entendre quelque chose que je pourrais mettre dans un écrin, une perle de sagesse du sénateur Simard, je la mettrais dans un écrin et naturellement dans mon ordinateur.

Le sénateur Simard: Ce ne sont pas des perles, ce sont des flots de mots. Ça dure 12 heures. Il n'y a pas grand perle là-dedans. C'est du petit sable.

Le sénateur Gigantès: Voulez-vous que je recommence avec Le Devoir de l'opposition de faire de l'Opposition et même de faire de la ventilation dans une situation comme celle qu'on a maintenant où le processus démocratique a été bloqué par la Chambre des communes et où, nous sommes forcés, nous, de prendre la relève et de faire de notre mieux pour tenir l'opinion publique animée et même hostile à ce que fait votre gouvernement. Parce que ce que fait votre gouvernement, c'est vraiment mauvais pour le pays. Mais qu'est-ce qu'on fait jusqu'à l'élection de 1992? Il faut qu'on fasse quelque chose parce qu'on a pas de premier ministre qui est crédible au Canada. C'est un grave problème. Parce qu'il y a des choses que nous avons le devoir de souligner.

Le sénateur Simard: Le sénateur Gigantès a confiance dans le bon jugement des Québécois, dans leur compréhension des choses, de la TPS, de la question constitutionnelle. Je voudrais lui rappeler qu'à l'émission de Pierre Nadeau, dimanche soir, alors que dans cette émission d'une heure, le premier ministre Mulroney a été interviewé, on a posé la question aux Québé-

cois(e)s sur le réseau français dimanche soir dernier, à savoir quelles étaient les chances du premier ministre Mulroney d'être réélu? À 62 p. 100, les Québécois(e)s ont dit: «Le premier ministre Mulroney sera réélu». Alors, je suis d'accord. J'ai toujours cru que les gens du Nouveau-Brunswick, les gens du Québec, les Canadiens en général avaient un bon jugement et à ce moment-ci, ils nous disent qu'ils rééliraient M. Mulroney—et l'on sait que tout ce que vous avez dit de plus négatif, on sait que c'est votre spécialité vous, le négativisme et tout cela, les épithètes les plus disgracieuses lorsque vous parlez du premier ministre Mulroney. Bien les Québécois(e)s, malgré une taxe impopulaire, sans doute aussi influencés de façon négative par les bouffonneries du parti libéral en cette Chambre depuis deux ou trois mois, nous prédisent déjà que dans deux ans ou dans trois ans, à la prochaine élection fédérale, ce ne sera pas Jean Chrétien, ce ne sera pas Philippe Edmonston, ce ne sera Audrey McLaughlin, ce sera pas le parti libéral, ce sera le premier ministre Mulroney qui dirigera un gouvernement progressiste-conservateur. Bon, bonsoir sénateur...

Le sénateur Gigantès: Bah, je vous en prie. Je m'ennuie tellement quand vous n'êtes pas ici. C'est épouvantable quand vous m'abandonnez. Je ne peux pas retenir mes larmes quand vous partez. Dites-moi, au mois de février 1980, est-ce que vous étiez conservateur?

Le sénateur Simard: J'ai dit que je ne participe pas à une période de questions ici. J'ai fait ma déclaration. Vous, vous ferez ce que vous voudrez. Je ne rentrerai pas dans votre jeu de période de questions. Ça, c'est certain.

Le sénateur Gigantès: Quelque chose de sérieux comme cette étude sur les effets de la TPS.

Le sénateur Simard: Oui, ce serait le temps que vous soyez sérieux, vous là.

Le sénateur Gigantès: Je n'ai que trois heures et quinze minutes à faire pour atteindre dix-huit.

Le sénateur Simard: Non, pas déjà!

Le sénateur Gigantès: Quels sont ces bruits? Est-ce que c'est le sénateur Corbin de nouveau qui fait ces bruits?

• (1500)

[Traduction]

Pourtant, en dépit de cette importante conversion, du revenu à la consommation, dans la structure des taxes du gouvernement fédéral et les délibérations publiques vastes et sérieuses auxquels il a soumis ces réformes, l'effet distributif des modifications fiscales n'est pas tellement bien compris de la plupart des gens...

Sauf du sénateur Simard, qui comprend tout, évidemment.

Il n'existe pratiquement pas d'information qui permette d'évaluer les solutions de rechange à la TPS...

Cet économiste qui est un homme d'envergure donne raison au sénateur Lucier. Il n'y a pas suffisamment d'information pour que les gens comprennent quelles sont les options, les solutions de rechange. Faut-il choisir la TPS ou autre chose? Cet économiste de grande valeur dit au début de cette étude majeure:

Il n'existe pratiquement pas d'information qui permette d'évaluer les solutions de rechange à la TPS. Le gouvernement a répété avec insistance que les critiques de la taxe ne pourraient être pris au sérieux que s'ils étaient prêts à proposer des solutions de rechange. Le public a reçu